



**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière**

## **Syndicat du Val-de-Marne**

### **Mobilisation générale pour le retrait du projet de loi Blanquer : la situation dans le département à la veille de l'assemblée départementale de délégués d'écoles.**

Depuis la grève massive du 19 mars, les collègues se réunissent dans les écoles et les assemblées locales, réaffirment l'exigence du retrait du projet de loi Blanquer et discutent du moyen de la faire aboutir : Cachan (54 présents, 14 écoles représentées – toutes celles de Cachan et 3 de l'Haÿ), Fresnes, (plus de 70 présents, toutes les écoles de Fresnes représentées, 2 écoles de Chevilly-Larue et les maternelles de Rungis), Champigny (plus de 70 présents, 14 écoles représentées), Vitry (60 présents, 14 écoles représentées), Villejuif (31 présents, 13 écoles représentées) Maisons-Alfort (30 présents 15 écoles représentées), Orly (30 présents) **dans toutes les assemblées locales, les collègues réaffirment le mandat voté par les 600 le 19 mars à Créteil** et préparent l'assemblée départementales de délégués de lundi 25 mars à 17h30 à la maison des syndicats de Créteil.

D'autres Assemblées locales sont programmées lundi à midi dans d'autres communes.

Des assemblées locales de compte-rendu sont programmées après l'AG départementale, le mardi 26 à Champigny...)

**Face aux dernières manœuvres et déclarations du Ministre<sup>(1)</sup>**, ( « *la création des EPSF doit résulter de la demande de la communauté éducative et aussi de la communauté scolaire... On pourrait faire évoluer le texte sur ce point...* »), **les collègues sont soudés pour le retrait total du projet de loi Blanquer.**

Dans toutes les assemblées cette exigence est réaffirmée et la discussion s'engage sur le moyen de la faire aboutir, sur les réunions avec les parents, sur la grève pour obtenir le retrait.


#### **Les collègues participant à l'assemblée de Fresnes de vendredi 22 mars ont adopté à l'unanimité la motion suivante :**

*Après "L'appel de Fresnes" du 12 mars dernier par 71 enseignants, plus de 600 professeurs des écoles se sont rassemblés le 19 mars devant la DSDEN avec leurs syndicats SNUDI-FO, SNUipp, SUD EDUCATION et CGT Educ'action pour le retrait du projet de loi "Ecole de la confiance" dit "Loi Blanquer" et contre le projet de la DASEN modifiant les règles du mouvement des personnels. Plus de 200 écoles du département étaient fermées.*

Ce vendredi 22 mars, une assemblée représentant la quasi totalité des enseignants de toutes les écoles de Fresnes et de nombreuses écoles de Rungis et de Chevilly-Larue s'est réunie avec les syndicats SNUDI-FO et SNUipp,

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public, de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière**

11/13, rue des archives - Maison des syndicats – 94000 CRETEIL

Tél. : 01.43.77.66.81 – Fax : 01.43.77.31.29 – email : [94snudifo@gmail.com](mailto:94snudifo@gmail.com) – internet : [snudifo94.fr](http://snudifo94.fr) –  [snudifo94](https://www.facebook.com/snudifo94)

A l'unanimité, les enseignants présents appellent à amplifier partout, et dans l'unité, le mouvement pour "le retrait immédiat du projet de loi Blanquer" et "le rétablissement des règles du mouvement".

- **Ils demandent le retrait pur et simple de cette loi.** NON c'est NON, ils ne veulent pas "d'établissement public des savoirs fondamentaux", même avec l'accord des maires et des conseils d'écoles...

- Ils appellent à la responsabilité des parlementaires pour ne pas voter cette loi.

- Ils appellent à informer tous les partenaires de la communauté éducative, les représentants de parents d'élèves, mais aussi les enseignants du 2nd degré et à organiser ensemble une riposte d'envergure contre "les projets de loi Blanquer"

- Ils appellent à se mobiliser massivement le samedi 30 mars, parents-enseignants, pour exiger le retrait du projet de loi Blanquer.

- Ils appellent à demander des audiences aux élus, notamment les maires pour informer et demander, dès à présent, des prises de position fortes pour le retrait du projet de "loi Blanquer", comme de plus en plus de communes le font.

- Ils appellent à discuter de la grève, dans l'unité, de la maternelle à l'université, partout en France, sur "le retrait immédiat des projets de loi Blanquer" .

- Ils appellent à désigner pour chaque école des délégués mandatés pour se rendre à l'Assemblée générale unitaire du lundi 25 mars à 17h30 à la Maison des syndicats à Créteil.

**Dans toutes les assemblées, dans toutes les écoles, discutons-en, mandatons nos délégués pour l'assemblée départementale du lundi 25 mars à 17h30 à la Maison des syndicats de Créteil, prévoyons nos assemblées locales de compte rendu.**

(1) Les organisations syndicales nationales ont été invitées par le Ministère à des rencontres bilatérales sur la mise en place des EPSF. Pour sa part, le SNUDI-FO vient d'adresser un courrier au ministère rappelant qu'avec la FNEC FP-FO, le SNUDI-FO demande le retrait du projet de loi « école de la confiance » et que « nous ne saurions discuter des conditions de mise en place des EPSF . C'est pourquoi nous ne participerons pas à cette réunion de concertation. »